

## UNIVERSITE THOMAS SANKARA

Centre d'Etudes, de Documentation  
et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)

# REVUE ECONOMIQUE ET SOCIALE AFRICAINE

## SÉRIES ÉCONOMIE

### **Défis de l'émergence économique en Afrique**

Tobignaré YABRE, Idrissa OUEDRAOGO & Moussa SIGUE

### **Ressources minières et santé : évidence empirique pour les pays de l'Afrique subsaharienne**

Boubacar S. OUEDRAOGO & Achille A. DIENDERE

### **Rôle de la qualité des institutions dans la relation entre investissements directs étrangers et croissance économique dans les pays de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest : Existe-t-il un effet de seuil ?**

Mame Mor SENE

### **Pourquoi des producteurs agricoles burkinabè ne demandent-ils pas du crédit ?**

Habi KY

### **Genre et efficacité des marchés de troc du lait de chèvre dans la région du sahel du Burkina Faso**

Ferdinand OUEDRAOGO

La REVUE CEDRES-ETUDES « séries économiques » publie, semestriellement, en français et en anglais après évaluation, les résultats de différents travaux de recherche sous forme d'articles en économie appliquée proposés par des auteurs appartenant ou non au CEDRES.

Avant toute soumission d'articles à la REVUE CEDRES-ETUDES, les auteurs sont invités à prendre connaissance des « recommandations aux auteurs » (téléchargeable sur [www.cedres.bf](http://www.cedres.bf)).

Les articles de cette revue sont publiés sous la responsabilité de la direction du CEDRES. Toutefois, les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.

En règle générale, le choix définitif des articles publiables dans la REVUE CEDRES-ETUDES est approuvé par le CEDRES après des commentaires favorables d'au moins deux (sur trois en générale) instructeurs et approbation du Comité Scientifique.

La plupart des numéros précédents (75 numéros) sont disponibles en version électronique sur le site web du CEDRES [www.cedres.bf](http://www.cedres.bf)

La REVUE CEDRES-ETUDES est disponible au siège du CEDRES à l'Université Thomas SANKARA et dans toutes les grandes librairies du Burkina Faso et aussi à travers le site web l'UTS ou par le lien : <https://www.journal.uts.bf/index.php/cedres>

## **DIRECTEUR DE PUBLICATION**

Pr Pam ZAHONOGO, Université Thomas SANKARA (UTS)

## **COMITE EDITORIAL**

Pr Pam ZAHONOGO, UTS Editeur en Chef

Pr Noel THIOMBIANO, UTS

Pr Denis ACCLASATO, Université d'Abomey Calavi

Pr Akoété AGBODJI, Université de Lomé

Pr Chérif Sidy KANE, Université Cheikh Anta Diop

Pr Eugénie MAIGA, Université Norbert ZONGO Burkina Faso

Pr Mathias Marie Adrien NDINGA, Université Marien N'Gouabi

Pr Omer COMBARY, UTS

Pr Abdoulaye SECK, Université Cheikh Anta DIOP

Pr Charlemagne IGUE, Université d'Abomey Calavi

## **SECRETARIAT D'EDITION**

Dr Yankou DIASSO, UTS

Dr Théodore Jean Oscar KABORE, UTS

Dr Jean Pierre SAWADOGO, UTS

Dr Kassoum ZERBO, UTS

## **COMITE SCIENTIFIQUE DE LA REVUE**

Pr Abdoulaye DIAGNE, UCAD (Sénégal)

Pr Adama DIAW, Université Gaston Berger de Saint Louis

Pr Gilbert Marie Aké N'GBO, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Albert ONDO OSSA, Université Omar Bongo (Gabon)

Pr Mama OUATTARA, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)

Pr Youmanli OUOBA, UTS

Pr Kimséyinga SAVADOGO, UTS

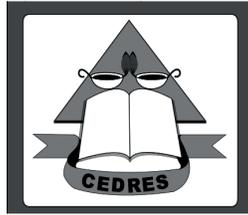
Pr Nasser Ary TANIMOUNE, Université d'Ottawa (Canada)

Pr Noel THIOMBIANO, UTS

Pr Gervasio SEMEDO, Université de Tours

Pr Pam ZAHONOGO, UTS

Centre d'Etudes, de Documentation et de Recherche Economiques et Sociales (CEDRES)



[www.cedres.bf](http://www.cedres.bf)

# **REVUE CEDRES-ETUDES**

Revue Economique et Sociale Africaine

**REVUE CEDRES-ETUDES N°76**

**Séries économie**

**2<sup>e</sup> Semestre 2023**

# SOMMAIRE

<b>Défis de l'émergence économique en Afrique</b> Tobignaré YABRE, Idrissa OUEDRAOGO & Moussa SIGUE.....	05
<b>Ressources minières et santé : évidence empirique pour les pays de l'Afrique subsaharienne</b> Boubacar S. OUEDRAOGO & Achille A. DIENDERE.....	36
<b>Rôle de la qualité des institutions dans la relation entre investissements directs étrangers et croissance économique dans les pays de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest : Existe-t-il un effet de seuil ?</b> Mame Mor SENE .....	70
<b>Pourquoi des producteurs agricoles burkinabè ne demandent-ils pas du crédit ?</b> Habi KY.....	105
<b>Genre et efficacité des marchés de troc du lait de chèvre dans la région du sahel du Burkina Faso</b> Ferdinand OUEDRAOGO.....	134

# Défis de l'émergence économique en Afrique

**YABRE Tobignaré**

Département d'Economie, CEDRES,  
Université Thomas Sankara, Saaba, Burkina Faso

**OUEDRAOGO Idrissa**

Département d'Economie, CEDRES,  
Université Thomas Sankara, Saaba, Burkina Faso  
Auteur de correspondance : pridrissoued87@yahoo.fr

**SIGUE Moussa**

Département d'Economie, CEDRES,  
Université Thomas Sankara, Saaba, Burkina Faso

## Résumé

Ce papier a pour objectif d'analyser l'émergence économique projetée des pays africains. Du point de vue de la théorie du développement, l'émergence économique est associée à une croissance économique forte et durable, nécessitant une combinaison efficace des facteurs de production. En adoptant une démarche analytique, il ressort que l'Afrique peut être considérée comme une zone pré-émergente, avec des signes d'amorce de décollage économique. Du point de vue normatif, les expériences des pays émergents indiquent que certains ont réussi grâce à des stratégies endogènes, transformant l'agriculture traditionnelle en un secteur industriel innovant, tandis que d'autres ont privilégié la diversification des exportations. Ces approches ont été basées sur des diagnostics réels des potentialités nationales plutôt que sur une simple imitation d'un modèle prédéfini. Elles n'étaient pas nécessairement libérales ni démocratiques, avec un rôle souvent déterminant de l'État dans la création des conditions propices aux investissements public et privé. Les ressources humaines ont joué un rôle crucial, soulignant l'importance d'une cohérence entre le système éducatif et le système productif. Les pays africains sont encouragés à s'inspirer de ces expériences tout en tenant compte de leurs spécificités, en assurant une synchronisation entre les stratégies nationales et la configuration mondiale de l'économie.

**Mots Clés :** *Emergence, développement économique, pays émergents, Afrique.*

**Code JEL :** 011, 022, O47, P10, P51

# 1 Introduction

« Le développement économique du monde depuis les années 80 ressemble à une valse à trois temps de trois géants, au nombre desquels on compte l'Afrique. Au cours des années 80, la Chine a ouvert le bal en se posant comme atelier du monde en se captant une bonne part du commerce mondial pour alimenter son industrialisation rapide, puis, il y a eu l'émergence économique de l'Inde dans les années 90-2000 et voilà maintenant le temps de l'Afrique ». Ces propos de Jean-Joseph Boillot, spécialiste de l'Inde et de l'Afrique et conseiller économique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) témoigne du regard d'ensemble porté sur l'Afrique. Le fatalisme des années 80 se dissipe pour faire place à une vague d'optimisme d'ampleur inédite (Vergne et Ausseur, 2015). L'on a envie de croire au temps de l'Afrique quand en janvier 2013 lors du Forum économique mondial de Davos, personne n'a contredit le président du Nigeria, Goodluck Jonathan, lorsqu'il a expliqué que son principal objectif pour la décennie à venir est d'être la Chine de demain, quand l'Ethiopie, tout comme l'Angola qui tablent sur des taux de croissance de près de deux chiffres depuis plusieurs années.

Les statistiques du Fonds monétaire international (2023) montrent que, sur la période 1991-2022, les pays d'Asie émergente et en développement ont connu la plus forte croissance moyenne du PIB, suivis par ceux d'Asie du Sud et de l'Est, avec des taux de croissance du PIB réel de 7,15%, 5,94% et 5,6% respectivement (Graphique A1 en annexe). Sur la même période, les régions d'Afrique et d'Afrique subsaharienne ont enregistré une croissance plus faible de 3,73% et 3,82% respectivement. Cependant, les projections indiquent une convergence des taux de croissance du PIB pour la période 2023-2028, avec une réduction attendue de l'écart entre les taux de croissance du PIB des pays d'Asie émergente et en développement et ceux des pays de la région africaine, s'établissant à 4,8% et 4,03% respectivement.

L'émergence économique s'est répandue au point qu'elle semble parfois avoir remplacé le concept traditionnel de développement, devenant une notion opérationnelle qui imprègne les discours de mobilisation économique dans certains pays africains (Piveteau et Rougier, 2010). La profusion de plans d'émergence économique en Afrique illustre clairement cela. Certains de ces plans visaient à atteindre l'émergence en 2020, tandis que d'autres ont des échéances fixées pour 2035 et au-delà. La plupart des pays africains ont connu des périodes de solides performances économiques, mais aussi des revirements significatifs en quelques décennies. Cette situation soulève une question fondamentale : les succès économiques récemment enregistrés sont-ils le signe d'une véritable émergence économique ? Il est essentiel de se demander si les programmes de développement des pays africains seront en mesure de maintenir et d'améliorer les performances économiques, conformément aux objectifs fixés pour atteindre l'émergence économique dans les délais prévus. Cette question nécessite une approche prudente pour deux raisons : premièrement, les performances économiques actuelles doivent être mises en perspective historique, car la forte croissance récente fait suite à deux décennies de contraction du Produit intérieur brut (PIB) par habitant. Deuxièmement, des doutes subsistent quant à la durabilité de la croissance économique, sa capacité à résister aux chocs négatifs et à sa capacité à réduire la pauvreté.

L'objectif principal de ce papier est d'analyser l'émergence économique projetée des Etats africains pour des horizons divers. Plus spécifiquement, il s'agit d'analyser les conditions, les déterminants et les implications de l'émergence économique en Afrique. Cette recherche revêt un intérêt particulier car la notion d'émergence économique reste peu discutée dans la littérature. Ce papier se distingue par son analyse prospective de l'émergence économique en Afrique, soulignant l'association avec une croissance économique durable. Il caractérise la région comme pré-émergente, pointant des signes de décollage économique. En s'inspirant des expériences des pays émergents, le papier rejette l'approche d'imitation de modèles prédéfinis, mettant en avant des stratégies endogènes, telles que la

transformation du secteur agricole et la diversification des exportations. Il souligne le rôle déterminant de l'État dans la création de conditions propices à l'investissement, insistant sur la nécessité d'aligner le système éducatif avec le système productif. En appelant à l'inspiration tout en tenant compte des spécificités nationales, le papier encourage une approche adaptée, soulignant l'importance de la synchronisation entre les stratégies nationales et la configuration mondiale de l'économie.

L'étude utilise une approche analytique en quatre points, à savoir (i) préciser le concept et les faits stylisés (ii) faire une revue de littérature théorique et empirique sur la problématique de l'émergence économique de l'Afrique et (iii) discuter des modèles des pays émergents pour en tirer les enseignements pour l'Afrique et enfin, (iv) faire le point des projections sur les futurs pays émergents.

## **2 Concept d'émergence économique**

La distinction entre les pays en développement et les pays émergents est généralement assez claire, mais établir une frontière nette entre les pays émergents et les pays développés peut parfois être complexe. Les pays en développement sont souvent caractérisés par un PIB par habitant relativement faible, des indicateurs sociaux moins favorables (accès à l'eau, l'assainissement, la santé, l'éducation, etc.), et des structures économiques souvent centrées sur l'agriculture. Les pays émergents, quant à eux, sont caractérisés par leur important taux de croissance économique (entre 5% et 10% par an), une industrialisation croissante, une dynamique d'exportation de produits manufacturés et des améliorations substantielles dans leurs indicateurs sociaux. La frontière nette entre les pays émergents et les pays développés peut devenir complexe à établir en raison de plusieurs facteurs. Tout d'abord, il y a la question de la variabilité des critères utilisés pour définir le développement économique. Certains experts considèrent la croissance économique comme le principal indicateur, tandis que d'autres accordent une importance égale aux aspects sociaux, éducatifs et environnementaux. De plus, la rapidité avec

laquelle les changements économiques et sociaux peuvent survenir dans les pays émergents peut rendre floue la frontière entre les phases de développement. Un pays émergent peut progresser rapidement sur plusieurs indicateurs et, par conséquent, se retrouver dans une position ambiguë entre le statut de pays émergent et celui de pays développé. Les disparités internes au sein des pays émergents peuvent également compliquer la catégorisation. Ces pays peuvent afficher des écarts significatifs entre leurs régions, avec des centres urbains souvent plus développés que les zones rurales. Ainsi, la dynamique complexe des inégalités internes peut rendre difficile la classification globale d'un pays. Par ailleurs, la notion de développement durable et les préoccupations environnementales ont ajouté une dimension supplémentaire à cette distinction. Certains pays émergents adoptent des politiques axées sur le développement durable et sur la réduction des inégalités, ce qui peut les rapprocher davantage des critères généralement associés aux pays développés. Selon Lo (2017), le concept d'émergence représente une variation, adaptée au contexte de mondialisation actuel, de la notion de "décollage". Il marque un véritable tournant, propulsant un pays pauvre d'un état d'équilibre caractérisé par une croissance faible ou équilibre de stagnation séculaire vers un équilibre plus favorable caractérisé par une croissance forte et durable, c'est-à-dire un sentier de croissance équilibré (plein-emploi et inflation faible). Sgard (2008) explique que la notion d'économie émergente est en réalité une création de financiers et de consultants internationaux.

La recherche de méthodes de classification des économies émergentes a pris son essor dans les années 1970, en réaction au choc pétrolier de 1973, un événement qui a brusquement mis fin à la domination économique du Nord et a marqué le début d'une redéfinition des dynamiques économiques mondiales. Ce contexte a donné naissance aux premiers pays émergents asiatiques souvent surnommés les "dragons" (Corée du Sud, Hong Kong, Singapour et Taïwan) en référence à leurs taux de croissance économique élevés avec une industrialisation accélérée. Par la suite, le concept d'émergence économique a gagné en importance et a été intégré par

des institutions financières anglo-saxonnes renommées, notamment Goldman Sachs et Hong Kong et Shanghai Banking Corporation (HSBC). Ces institutions ont adopté la notion d'émergence dans le but de présenter aux investisseurs des opportunités de rendement élevé sur des marchés en plein essor et de mettre en avant des perspectives d'affaires prometteuses. Dans les années 1980, le terme a évolué pour inclure une nouvelle génération de pays, communément appelée les "tigres" (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Vietnam), qui, comme les dragons avant eux, ont enregistré une croissance économique substantielle et une modernisation rapide de leurs structures industrielles et technologiques. La consécration officielle du concept de pays émergent a eu lieu en 2001, lorsque la banque d'affaires Goldman Sachs a identifié un fort potentiel de croissance économique dans quatre pays spécifiques : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, désormais connus sous le sigle *BRIC*. Ces nations, autrefois considérées comme des puissances économiques moins avancées, ont été reconnues pour leur capacité à devenir des acteurs majeurs sur la scène économique mondiale. Depuis lors, de nombreuses configurations ont été proposées, élargissant le cadre des pays émergents. Malgré cette diversité de classifications, la définition des pays émergents est demeurée floue et sujette à des interprétations variées.

Ces classifications, majoritairement établies au cours des dernières années, manquent souvent d'une cohérence globale, regroupant des nations aux caractéristiques parfois très disparates (Daziano, 2014). La complexité inhérente à la définition des pays émergents souligne la nécessité d'une approche nuancée et adaptable pour comprendre les dynamiques évolutives de ces économies en constante mutation.

Une analyse approfondie de l'histoire économique de l'Afrique, selon les travaux de Devarajan et Fengler (2012), permet une compréhension approfondie des enjeux liés à l'émergence et offre une mise en perspective des performances des pays africains. La trajectoire économique du continent depuis les indépendances se divise en trois phases.

La première phase (1960-1975) est caractérisée par une croissance modérée malgré les incertitudes politiques telles que le nationalisme, l'africanisme, les régimes à parti unique et les coups d'État militaires. Durant cette période, des politiques interventionnistes visant à accélérer l'industrialisation sont adoptées, notamment des stratégies de substitution aux importations. Cependant, la dépendance aux importations de matières premières entraîne une rapide réduction des réserves de change, provoquant ainsi une crise de la balance des paiements et une crise d'endettement (Otoo, 2013). Les tentatives de substitution aux importations et de promotion des exportations ne parviennent pas à créer des entreprises industrielles compétitives sur la scène mondiale (Bigsten et Söderbom, 2011). La fragilité du modèle de croissance africain devient évidente au milieu des années 1970, marquée par des crises de balance des paiements et des déséquilibres budgétaires, incitant une plus grande dépendance au financement du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, devenus les principaux architectes des stratégies de développement de l'Afrique.

La deuxième phase (1975-1995), qualifiée de “décennies perdues”, voit le revenu par habitant chuter à un taux nettement inférieur au taux de croissance de la population. Les institutions financières attribuent les difficultés du continent à une ouverture internationale insuffisante et aux distorsions générées par les interventions gouvernementales. Les “programmes d'ajustement structurels” (PAS) sont préconisés comme stratégie de stabilisation et de relance de la croissance. Bien que les PAS aient été largement adoptés depuis le milieu des années 80, malgré des contre-propositions locales remettant en question les approches du développement et refusant une pensée monolithique ne tenant pas compte des spécificités africaines, ils entraînent une disparition des industries naissantes exposées à la concurrence internationale (Soludo et Ogbu, 2004) et une contraction des investissements.

Une troisième phase émerge à partir du milieu des années 1990, marquée par un regain de taux de croissance du PIB par habitant en Afrique. Le Consensus de Washington reconnaît les limites de ses solutions et met désormais l'accent sur la qualité de la gouvernance et des institutions, avec une nouvelle confiance dans les effets positifs de l'aide internationale (Rodrik, 2006). Cette période coïncide avec des programmes de réduction de la dette tels que l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) en 1996 et l'allègement de la dette multilatérale en 2005, améliorant ainsi la situation macroéconomique des États africains. Cette amélioration coïncide avec des facteurs exogènes tels que l'interruption de plusieurs guerres civiles, une hausse importante des prix des matières premières alimentée par une forte demande mondiale, et l'augmentation des revenus d'exportation.

Comparativement à l'Asie de l'Est, des études comme celle de Collier et Gunning (1999), montrent que, bien qu'en 1960, les niveaux de vie des populations d'Afrique et d'Asie de l'Est étaient comparables, l'Asie de l'Est a connu un rythme de développement supérieur dès les années 1950 et 1960. Le décrochage définitif intervient au milieu des années 1970, avec l'Afrique s'enlisant tandis que l'Asie de l'Est maintient sa lancée (Vergne et Ausseur, 2015). Par la suite, l'Afrique connaît un net rebond de la croissance du PIB par habitant, bien qu'elle n'ait pas encore engagé de trajectoire de convergence par rapport aux autres régions émergentes.

C'est dans ce contexte que se situent les programmes de développement économique de nombreux pays africains, largement inspirés par la trajectoire des pays émergents. Malgré leurs spécificités, tous ces programmes visent une transformation rapide des structures économiques et une amélioration significative des conditions de vie des populations dans les décennies à venir. Ces initiatives représentent un tournant majeur pour l'ensemble de ces pays, marquant le retour de la puissance publique sur le terrain de la stratégie économique après une période où les politiques économiques étaient largement influencées par les institutions de Bretton Woods et les plans d'ajustement structurel des années 1990.

Le tableau 1 expose les visions à moyen et longs termes de certains pays d’Afrique, avec des horizons fixés à 2020 pour les plus pressés, et à 2035 et au-delà pour d’autres. Depuis 1990, en parallèle avec les efforts déployés par les pays africains dans leurs programmes de développement, les économies africaines ont entrepris une trajectoire de croissance remarquable qui tend à se solidifier. L’impressionnant retournement conjoncturel de l’Afrique dans les années 2000 s’est traduit par une augmentation significative du PIB moyen. Cette performance de croissance économique surpasse la croissance mondiale, ainsi que celle de l’Amérique latine et des Caraïbes bien qu’elle reste inférieure à celle des pays émergents et en développement d’Asie. En examinant un classement mondial des vingt-cinq économies comptant plus de 10 millions d’habitants les plus dynamiques, Vergne et Ausseur (2015) constate que l’Afrique subsaharienne est la région du monde la mieux représentée, avec treize “grandes” économies présentes dans ce classement. Toutefois, la croissance du PIB par habitant est plus modérée en raison du dynamisme démographique toujours fort.

Depuis 1990, en parallèle avec les efforts déployés par les pays africains dans leurs programmes de développement, les économies africaines ont entrepris une trajectoire de croissance remarquable qui tend à se solidifier. L’impressionnant retournement conjoncturel de l’Afrique dans les années 2000 s’est traduit par une augmentation significative du PIB moyen. Cette performance de croissance surpasse la croissance mondiale, ainsi que celle de l’Amérique latine et des Caraïbes bien qu’il reste inférieur à celui des pays émergents et en développement d’Asie. En examinant un classement mondial des vingt-cinq économies comptant plus de 10 millions d’habitants les plus dynamiques, Vergne et Ausseur (2015) constate que l’Afrique subsaharienne est la région du monde la mieux représentée, avec treize “grandes” économies présentes dans ce classement. Toutefois, la croissance du PIB par habitant est plus modérée en raison du dynamisme démographique toujours fort.

**Tableau 1 : Plans d'émergence de quelques pays d'Afrique**

Pays	Strategie	Horizon/Vision
Benin	Vision Benin 2025 Alafia	« Le Bénin est, en 2025, un pays-phare, un pays bien gouverné, uni et de paix, à économie prospère et compétitive, de rayonnement culturel et de bien-être social. »
Burkina Faso	Plan national de développement économique et social (PNDES)	Le Burkina sort de la pauvreté et que l'économie nationale soit définitivement tracée sur une trajectoire de croissance forte, durable et inclusive » 2020
Cameroun	« Le Cameroun : un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité »	Vision 2035
Congo	« Chemin d'avenir » mise en œuvre dans le Plan National de Développement (PND)	Période 2012-2016
Côte D'Ivoire	Le plan national de développement (PND)	Jeter les bases de sa transformation en un pays émergent à l'horizon 2020.
Gabon	Plan stratégique « Gabon émergent »	Emergence économique à horizon 2025
Ghana	National development Policy Framework (Ghana Vision 2020)	Accélérer la croissance et le développement soutenable du Ghana pour la période 1996-2020
Guinée Equatoriale	Plan national de développement économique	« Vision 2020 »: Parvenir à la croissance plus inclusive et génératrice d'emplois.
Madagascar	Plan national de Développement (PND)	Vision Madagascar, « une Nation moderne et prospère » : 2015-2019
Niger	Plan de Développement Economique et Social	Vision Niger 2035

Nigeria	Vision 20/2020	Figurer parmi les 20 économies les plus performantes au monde d'ici 2020
Rwanda	«Rwanda Vision 2020 »	Vision 2020
Senegal	Plan Senegal Emergent (PSE)	« Un Sénégal émerge en 2035 avec une société solidaire dans un État de droit »
Togo	Système Vision Togo 2030	Emergence et au développement durable à l'horizon 2030.
CEDEAO	«Vision 2020»	« Vers une communauté démocratique et prospère » d'ici à 2020
CEMAC	Programme Economique Régional de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC)	Faire de la CEMAC en 2025, un espace économique intégré émergent, où règne la sécurité, la solidarité et la bonne gouvernance au service du développement humain
Union Africaine	«Agenda 2063 de l'Union Africaine»	Vision panafricaine durable pour une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale »

Source : Construction des auteurs.

### 3 L'émergence face à l'économie du développement

L'objet de cette section est principalement d'étudier ce que nous enseigne la pensée économique en vue d'en tirer les leçons en direction de l'élaboration d'une analyse rigoureuse de l'émergence des pays africains. Que dit la théorie économique sur l'émergence ? Ou du moins, comment apprécier l'émergence des pays africains par la théorie économique ? Il semble normal, d'interroger les différents courants de la pensée économique pour cerner les différentes propositions de théories économiques pouvant contribuer à l'appréciation de l'émergence des pays africains car si l'émergence est une référence de nos politiques, il faut que nous sachions comment la rapprocher de l'économie du développement.

La problématique de l'émergence est indubitablement un problème de croissance durable. La théorie classique en cherchait les causes. Les penseurs classiques convergent sur la prééminence de l'accumulation du capital en tant que moteur de la croissance, reléguant la consommation improductive à un rôle secondaire (Ricardo, 1817 ; Smith, 1776). Alors que les classiques se penchaient sur la question de l'initiation de la croissance, les néo-classiques s'interrogent davantage sur la durabilité de cette croissance. Les néo-classiques partent des fondements posés par les auteurs classiques, mettant en avant l'économie de marché, la non-intervention de l'État dans l'activité économique, la théorie ricardienne des coûts comparatifs, ainsi que le rôle prépondérant de l'accumulation du capital dans la croissance économique.

Au cours de la même période, diverses analyses ont été menées pour déterminer les étapes du développement et de la croissance. L'article le plus influent à cet égard est celui de Rostow (1959), qui présente les étapes de la croissance comme une continuation contemporaine de la théorie des stades. Selon Rostow, le développement est un phénomène inévitable, avec certains pays amorçant le processus avant d'autres, ce qui implique une différence de temporalité. Cependant, il soutient que sous certaines conditions, le développement peut être accéléré. Il propose un cadre conceptuel selon

lequel les sociétés traversent cinq étapes obligatoires au cours de leur développement : la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage, le démarrage (*ou take-off*), le progrès vers la maturité et l'ère de la consommation de masse. Le démarrage économique est selon Rostow (1959) la période cruciale pendant laquelle l'économie nationale s'engage dans la voie du développement auto-entretenu. Trois conditions permettent la réalisation du démarrage. Pour réaliser le démarrage, il faut d'abord une élévation importante du taux d'investissement de 5 à 10 % du revenu national. Ensuite, il faut également la création d'un ou de plusieurs secteurs industriels jouant un rôle d'entraînement important du fait de leur croissance élevée (*leading sectors*). Enfin, il faut l'existence ou la mise en place d'un « appareil politique, social et institutionnel » qui facilite la poursuite de la croissance, en particulier les importations de capitaux en provenance des pays développés et la constitution d'un système bancaire.

Les travaux qui s'inscrivent dans le cadre de la théorie de la régulation ou de la théorie institutionnelle (Acemoglu et Robinson, 2012, 2006 ; Rodrik, 2000 ; Williamson, 2000 ; North, 1990), ont souligné l'impact significatif des institutions sur le processus de développement économique. Selon ces travaux, les institutions jouent un rôle fondamental dans l'évolution des économies. North (1990), par exemple, a développé la notion d'institutions en tant que règles du jeu qui structurent les interactions entre les individus. Ces règles comprennent les lois, les normes sociales, les contrats et d'autres arrangements qui guident le comportement des acteurs économiques.

L'analyse de Williamson (2000) a mis en évidence l'importance des structures de gouvernance, en particulier dans le contexte des entreprises et des contrats, pour comprendre les relations économiques. Selon ces auteurs, les transformations structurelles dans une économie, telles que les changements dans la composition de la demande, du commerce extérieur et de la production, sont étroitement liées à la qualité des institutions. À mesure que le revenu par tête augmente, ces transformations deviennent cruciales. Par exemple, les changements dans la composition de la demande peuvent refléter l'évolution des préférences des consommateurs et la diversification de l'économie. Les

modifications dans le commerce extérieur peuvent résulter de nouvelles politiques commerciales et de la participation accrue aux marchés internationaux.

Acemoglu et Robinson (2012, 2006) soutiennent également que les différences d'institutions sont la principale explication du succès ou de l'échec du développement en distinguant les institutions économiques extractives des institutions économiques inclusives. Les institutions économiques extractives sont les institutions qui permettent à une élite ou un parti qui détient les rênes du pouvoir politique, d'extraire des rentes économiques du reste de la population. Le système des droits de propriété ne bénéficie alors qu'à une petite partie de la population, l'autre étant confrontée à des barrières à l'entrée dans les activités économiques rentables, ou dissuadée d'investir et d'innover car les droits de propriété ne sont pas garantis, comme ne sont pas non plus garantis les contrats. Il en résulte des obstacles durables à la croissance économique et au développement car toute nouvelle activité et/ou toute nouvelle technologie constituent une menace pour l'élite en place. Pour eux, il existe une forte synergie entre institutions économiques extractives et institutions politiques extractives. Ces dernières se caractérisent par un pouvoir politique aux mains d'une fraction de la population et l'absence de contre-pouvoirs réels. En revanche, les institutions économiques inclusives sont les institutions « qui permettent et favorisent la participation de la plupart des citoyens aux activités économiques en tirant le meilleur parti de leurs talents et leurs compétences, et permettent aux individus de faire leurs propres choix ». Pour eux, La mise en place des institutions économiques inclusives dépend de l'État qui doit protéger les droits de propriété, garantir la liberté des contrats et des échanges, dissuader le vol ou la fraude, construire des routes, un réseau de transports, des infrastructures et des services publics nécessaires à l'essor de l'activité économique. « Nombre de ces services peuvent être proposés par des marchés et des agents économiques privés, mais le degré de coordination nécessaire pour y parvenir à grande échelle rend souvent indispensable l'existence d'une autorité centrale. ». Les institutions économiques inclusives produisent des marchés inclusifs, où les

individus peuvent adopter des activités conformes à leurs compétences et échanger dans un espace neutre. Pour ces auteurs, les institutions économiques inclusives « préparent aussi le terrain à ces deux moteurs de la prospérité que sont la technologie et l'éducation ».

La théorie de la régulation (Boyer, 2018, 2004) s'attache également à souligner l'importance des formes institutionnelles au sein desquelles fonctionne le capitalisme insistant ainsi sur l'importance des procédures et du cadre réglementaire qui guident l'activité économique. La forme institutionnelle (ou forme structurelle) étant la codification d'un ou plusieurs rapports sociaux fondamentaux avec les principales formes suivantes : les formes de la concurrence, la forme de la contrainte monétaire, la configuration du rapport salarial, la forme de l'État, les modalités d'adhésion au régime international. Les règles et régulations claires peuvent favoriser un environnement propice aux investissements, à l'innovation et à la stabilité économique. En revanche, des institutions défailtantes, telles que la corruption ou des réglementations inadéquates, peuvent entraver le développement économique en créant des distorsions et des incertitudes. Elle insiste également sur l'importance du modèle de consommation qui a soutenu la croissance des économies capitalistes pendant la phase de prospérité des Trente Glorieuses. La consommation de masse y est étroitement associée à la production standardisée de biens durables. Cette consommation constitue le pendant indispensable à la production de masse. A cet effet, l'existence de garanties de revenu (salaire indirect, réglementations du travail, salaire minimum, etc.) soutient la dynamique de la consommation et de la production. La consommation socialisée participe aux transformations du capitalisme.

Malgré l'ancienne prédominance de la théorie classique dans l'orientation des stratégies de développement des pays africains, elle n'a pas permis à ces pays de rejoindre le cercle restreint des Nouveaux Pays Industrialisés (NPI). Certains théoriciens du développement en ont conclu que le libre-échange n'est pas apte à stimuler les forces productives dans les pays en développement (List, 1909). Certains ont même avancé que le socialisme pourrait être le seul système capable

de libérer ces forces et de permettre l'industrialisation des nations du Sud (Amin, 1978, 1977). Le modèle néoclassique, soutenu par les théoriciens de la modernisation, affirme que le succès des NPI résulte de la libéralisation des mécanismes de marché et d'un système monétaire efficace. Selon cette perspective, les avantages comparatifs guident logiquement le capital en réponse aux signaux de prix. Dans un contexte de libre-échange, les prix facilitent une distribution efficiente des ressources. Les politiques industrielles réussies sont celles qui favorisent des industries alignées sur les avantages comparatifs des pays (Lin, 2009). Cette école minimise le rôle de l'État, préconisant des politiques telles que la libéralisation du commerce, la dévaluation du taux de change, la réduction des contrôles commerciaux, et le maintien de taux tarifaires bas (Alam, 1994). Elle préconise l'industrialisation par la promotion des exportations, envisageant une progression de l'industrialisation et des exportations grâce à la libéralisation du commerce et à l'orientation vers l'exportation par diverses mesures (subventions, avantages fiscaux, etc.). Conformément à cette théorie, les pays en développement riches en ressources naturelles (pétrole, bois, minerais, etc.) tendent à suivre une stratégie de spécialisation dans l'exportation de ces produits primaires. Cependant, cette approche a été confrontée à la volatilité des cours des matières premières, à la dégradation des termes de l'échange, ainsi qu'à la concurrence et aux pratiques protectionnistes des pays développés, rendant le processus de développement instable. La plupart des pays adoptant cette stratégie demeurent parmi les plus pauvres. Seuls ceux qui ont réussi à modifier leur spécialisation en remontant la chaîne de valeur de leurs exportations, comme les Dragons asiatiques et certains pays d'Amérique latine tels que le Brésil, le Chili et le Mexique, ont connu le succès. Néanmoins, la crise asiatique à la fin des années 90, qui a fortement affecté des pays tels que la Thaïlande et la Malaisie, souligne la fragilité de cette stratégie si la remontée de la chaîne de valeur ne s'effectue pas suffisamment rapidement.

La théorie néoclassique, bien que démontrant l'efficacité des forces du marché dans une économie en concurrence pure et parfaite,

échoue à expliquer pourquoi de nombreux pays africains ne parviennent pas à reproduire ce modèle de développement économique. Une critique majeure de cette théorie réside dans son incapacité à tenir compte des différences contextuelles entre la période d'industrialisation des pays développés et la situation actuelle, caractérisée par la nouvelle division internationale du travail, le multilatéralisme et le régionalisme. La théorie de la nouvelle division internationale du travail, au cœur des arguments de la théorie de la dépendance et du système monde (Amin, 1978; Wallerstein, 1974) suggère que les pays capitalistes développés exploitent les pays en développement (PED) via le commerce. Selon cette perspective, le capitalisme a créé une division internationale du travail spécialisant les PED dans la production de matières premières, tout en les utilisant comme marché pour les biens manufacturés en provenance des pays du Nord. Wallerstein (1983) affirme que cette division du travail mondiale entrave les pays périphériques, les empêchant de transformer leurs structures productives en raison des relations commerciales inégales. Certains défenseurs de la théorie marxiste classique, invoquant l'argument de l'impérialisme, avancent que l'industrialisation est impossible dans les pays du Sud. Préconisée par les structuralistes dans les PED, l'échec de l'Industrialisation par substitution d'importations (ISI) consistant à produire localement des biens qui, précédemment, étaient importés a conduit les partisans de la théorie de la dépendance à affirmer que le développement industriel était impossible dans le système capitaliste. Néanmoins, Warren (1973) conteste les arguments de la théorie de la dépendance en soutenant que la dépendance n'est pas un obstacle au développement. La théorie de l'industrialisation, mettant en avant le rôle progressiste du capitalisme, défend l'idée d'une industrialisation possible des pays du Sud dans un monde libéral. Des exemples tels que la Corée du Sud et Taiwan semblent contredire les théoriciens de la dépendance, montrant que ces pays peuvent survivre à une détérioration du marché international en intervenant pour corriger les imperfections du marché et diriger le processus d'industrialisation. L'objectif de cette théorie est de fournir des explications sur l'origine de la croissance à long terme

et la diversité des taux de croissance économique. Elle se distingue du modèle néoclassique en abandonnant les hypothèses de progrès technique exogène et de rendements décroissants.

Contrairement au modèle de Solow (1956), qui ne considère pas l'intervention publique comme nécessaire, le modèle de croissance endogène suggère que l'équilibre décentralisé est souvent sous-optimal. Ainsi, des interventions publiques peuvent être requises pour modifier les taux de croissance, reconnaissant un rôle important des politiques publiques dans le processus de croissance économique. Dans le modèle de croissance endogène, les facteurs traditionnels tels que le travail et le capital ne sont plus les seuls déterminants de la croissance et des disparités de revenus entre les économies. Un éventail de facteurs est pris en compte, notamment les externalités liées à l'accumulation du capital, l'accumulation du capital humain, les dépenses publiques, la recherche-développement, et l'ouverture internationale.

Dans le modèle de Romer (1990), l'accumulation du capital engendre deux types d'externalités technologiques. La première est la diffusion de la "connaissance" résultant de l'accumulation du capital, ce qui profite aux autres entreprises grâce à la circulation de l'information. La deuxième est liée aux complémentarités entre entreprises et activités. Ce modèle aboutit à un taux de croissance par tête constant, sans période de transition vers un état régulier grâce aux effets externes positifs des investissements (hausse du capital de connaissances et diffusion de ces connaissances, gains de productivité conduisant à une augmentation de la demande, etc.).

Dans l'analyse de Barro (1990), les infrastructures publiques facilitent la circulation des informations, des personnes et des biens, ce qui accroît la productivité. L'impôt (destiné à financer ces investissements) joue un rôle positif sur la croissance et n'a pas seulement un effet de désincitation sur le secteur privé. Les infrastructures publiques constituent donc un facteur de croissance qui engendre des rendements croissants à long terme en raison des économies internes qu'elles permettent pour les producteurs privés.

La recherche-développement, étudiée dans des travaux de Romer (1990), est considérée comme une activité à rendement croissant du double fait que la connaissance est un bien non rival et que le coût de son appropriation est, pour chaque chercheur, minimal. La croissance économique résulterait ainsi d'une activité d'innovation, engagée par des agents qui espèrent en tirer profit.

Dans le modèle de Lucas Jr (1988), l'accent est mis sur l'accumulation du capital humain qui peut être volontaire (une accumulation de connaissances) ou involontaire (*learning by doing*). L'accumulation individuelle de capital humain a un effet externe positif car, en améliorant son niveau d'éducation et de formation, chaque individu augmente le stock de capital humain de la nation et, par là même, contribue à améliorer la productivité de l'économie nationale.

Les facteurs explicatifs de la croissance endogène interagissent entre eux pour déterminer la croissance à long terme. Ainsi, Romer (1990) souligne également le rôle clé du capital humain, montrant que l'ouverture au commerce international, en augmentant la quantité de connaissance disponible, favorise une croissance plus importante après intégration. Il soutient que même un pays densément peuplé peut bénéficier de l'ouverture économique, car le niveau de capital humain détermine le dynamisme d'un pays. En intégrant la recherche-développement comme moteur de la croissance, Grossman Gene et Helpman (1991) élargissent le modèle de Romer (1990) pour inclure l'influence de l'ouverture économique. Ils démontrent que l'ouverture économique peut provoquer des chocs affectant l'allocation des facteurs entre les secteurs, influençant ainsi le dynamisme des économies. Le point commun entre ces divers modèles réside dans leur rejet du modèle de croissance néoclassique, qui postule l'idée d'un progrès technique exogène et un taux de croissance exogène à l'état régulier. Néanmoins, ces modèles présentent des implications variées en ce qui concerne la convergence.

En résumé, les modèles de croissance endogène intègrent, en plus des facteurs traditionnels, d'autres éléments qui influent sur les caractéristiques initiales des économies. Ils conduisent à la conclusion que les économies tendent vers des équilibres différents, favorisant ainsi la divergence. L'idée selon laquelle les économies moins développées, caractérisées par un stock de capital par tête plus bas, rattrapent progressivement les économies plus avancées est souvent remise en question. Ces différents cadres théoriques mettent en lumière que la croissance économique résulte des politiques publiques, qui doivent orchestrer une combinaison optimale des déterminants tels que le travail, le capital, la technologie et les ressources naturelles.

## **4 Que nous révèle l'expérience des pays émergents ?**

Les pays émergents comprennent une sous-catégorie de pays dont les plus connus sont notamment les BRICS, qui regroupent le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Ces pays représentent plus de la moitié des performances économiques des pays émergents et affichent une puissance économique dépassant celle des pays du G7, selon le Portail d'information des BRICS en 2023. Ces nations jouent un rôle croissant sur la scène géopolitique. Les travaux de N'Doli (2022), Koen et al. (2017), Daziano (2013), Zhu (2012) et de Mukherji (2009) révèlent que ces pays ont mis en œuvre des mesures efficaces pour stimuler la croissance économique et accéder au statut de pays émergents. Par exemple, la Chine a adopté une stratégie visant à promouvoir un changement technologique dans les principaux secteurs des exportations, attirer les investissements directs étrangers (IDE) et assurer un rééquilibrage régional. Les préalables institutionnels se traduisent par la mise en place d'arrangements institutionnels compatibles avec les objectifs fixés, d'importants investissements dans le capital humain (éducation et santé) et un Etat qualifié de "pro", agissant en tant que producteur, promoteur, programmeur et prospecteur. Le tout est couronné par des préalables sociaux, dont un nouveau pacte social, différent du taylorisme

occidental, s'inspirant des traditions culturelles de travail, de hiérarchie, de discipline et d'obéissance. La stratégie des pays asiatiques diffère sensiblement du Consensus de Washington préconisant le désengagement de l'État, la régulation marchande et la spécialisation internationale de l'économie selon les principes de l'avantage comparatif.

L'Inde a connu des changements graduels et significatifs dans ses structures et sa stratégie économique au cours des vingt dernières années. Elle a considérablement augmenté son taux de croissance et son effort d'investissement, notamment grâce à une politique de libéralisation économique et commerciale qui a stimulé sa croissance. Ces progrès ont été accompagnés de changements structurels lents mais concrets.

La Malaisie, de son côté, a vécu une industrialisation rapide, compétitive et fructueuse au cours des trente dernières années. Passant d'une économie axée principalement sur les minéraux et les produits agricoles tels que l'étain, l'huile de palme, le caoutchouc ou le bois, elle est désormais dominée par la fabrication et les services. Les dirigeants politiques de la Malaisie se concentrent sur deux objectifs à long terme : cimenter l'unité nationale du pays, caractérisée par la cohabitation et l'interaction de races, de religions et de traditions différentes, et promouvoir le développement économique autocentré lequel la création, puis le renforcement d'un système productif national pour satisfaire le marché intérieur, avant d'affronter les marchés internationaux.

Les "dragons" et "tigres" d'Asie, notamment Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan, ont capitalisé sur le faible coût de leur main-d'œuvre pour se spécialiser progressivement dans des activités industrielles à haute valeur ajoutée telles que l'automobile et l'électronique grand public. Chacun de ces pays a adopté des stratégies spécifiques : Hong Kong et Singapour ont prospéré grâce à leurs activités portuaires et à la présence de capitaux commerciaux, la Corée du Sud a investi massivement dans de grandes entreprises (Chaebol) pour accélérer le développement économique, tandis que Taïwan s'est

appuyé sur l'aide américaine et sur des Petites et moyennes entreprises (PME) exportatrices et innovantes.

Bien que ne rivalisant pas avec les niveaux atteints par l'Inde ou la Chine, l'économie brésilienne a enregistré une croissance relativement soutenue ces dernières années, principalement grâce à la dynamique de son commerce extérieur. Historiquement centré sur la culture du café, le Brésil a opéré une transformation structurelle axée sur la promotion des exportations dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire, la croissance inclusive et le développement de pôles d'excellence dans plusieurs secteurs. Cette stratégie exploite les atouts majeurs de l'économie brésilienne, à savoir sa population et ses ressources naturelles, à tous les niveaux.

## **5 Quelques enseignements pour l'émergence des pays africains**

Les analyses préalables mettent en évidence la variété des expériences de développement à travers différents pays. Un dénominateur commun se dégage néanmoins : la nécessité de définir une vision claire du chemin du développement, accompagnée d'une stratégie opérationnelle. Les approches varient, avec certaines nations orientant leur émergence vers la transformation de l'agriculture traditionnelle en un secteur industriel dynamique et novateur, tandis que d'autres accordent la priorité à la diversification des exportations de biens. Un aspect notable de ces expériences réside dans la formulation de stratégies de développement endogènes, différentes des approches imitatives adoptées ailleurs. La recherche d'originalité caractérise ces démarches, écartant le mimétisme mécanique en faveur d'une approche spécifique à chaque contexte national. Un élément significatif concerne le caractère peu libéral et parfois non démocratique de ces stratégies, avec des gouvernements de pays émergents adoptant fréquemment des politiques économiques interventionnistes et des structures politiques moins conformes aux modèles démocratiques classiques. Un troisième aspect crucial réside

dans le rôle déterminant du secteur privé, qui, malgré les contraintes, a su exploiter les opportunités d'investissement, jouant un rôle moteur dans le processus de développement économique.

Une leçon à tirer concerne les coûts sociaux parfois substantiels liés à ces transformations, mais qui ont été acceptés par les populations en raison des avantages perçus du développement économique. Ces coûts sociaux sont souvent inévitables et nécessaires pour atteindre une croissance économique significative. Enfin, une leçon essentielle souligne l'importance stratégique accordée aux ressources humaines. Les pays émergents ont consenti des investissements massifs dans l'éducation et l'université, établissant des liens solides entre le système éducatif et le système productif. Cet accent sur le capital humain est considéré comme une composante clé du succès économique des pays émergents. Les succès économiques des nations émergentes résultent souvent de la synchronisation entre des stratégies politiques nationales spécifiques et une configuration favorable de l'économie mondiale (Rougier et Piveteau , 2012). Ces enseignements offrent des perspectives cruciales pour les nations en développement cherchant à élaborer des approches de développement adaptées à leurs réalités spécifiques. Ainsi afin de favoriser une croissance soutenue, il est essentiel pour les pays d'Afrique de prendre une approche ciblée et stratégique dans son processus de réforme. Plutôt que de chercher à résoudre tous les problèmes simultanément, il est impératif d'identifier, à travers un diagnostic rigoureux et stratégique, les obstacles qui entravent le plus son émergence économique. Ces obstacles peuvent varier d'un pays à l'autre et à différentes périodes. Prenons l'exemple de l'Inde en 1980, où la principale contrainte résidait dans la perception de l'État en tant qu'acteur hostile au secteur privé. La première étape de réforme aurait donc consisté à créer un environnement plus propice à l'activité économique privée en atténuant cette perception négative. Pour la Chine, en 1978, la contrainte majeure était l'absence d'incitations orientées vers le marché. En conséquence, une réforme clé a été d'introduire des incitations favorables au marché pour stimuler l'initiative économique et promouvoir la compétitivité. Une fois la dynamique de croissance

enclenchée par ces réformes prioritaires, le pays peut envisager d'accélérer d'autres changements nécessaires tout en distribuant les coûts associés sur une période plus étendue. Cette approche progressive permet de minimiser les résistances potentielles et d'assurer une transition plus fluide vers un environnement économique plus ouvert et compétitif.

En résumé, l'identification des obstacles majeurs à la compétitivité et la mise en œuvre de réformes prioritaires sont essentielles pour initier et soutenir une croissance économique durable. Cette approche stratégique permet de concentrer les ressources et les efforts sur les domaines les plus critiques, ouvrant ainsi la voie à une transformation positive et à une amélioration significative de la position du pays sur l'échelle du développement.

## **6 Que disent les projections sur l'émergence économique ?**

Les études économiques prospectives, notamment celles élaborées par Hongkong and Shanghai Banking Corporation (HSBC) et Price Waterhouse Coopers, fournissent un cadre analytique pour évaluer les tendances économiques mondiales à long terme. Ces projections s'étendent jusqu'en 2050, offrant ainsi une vision à long terme des dynamiques économiques. Comme l'explique la synthèse de Daziano (2013), les études économiques menées par ses institutions convergent vers une projection unanime de la montée en puissance économique des pays en développement, parmi lesquels l'Afrique occupe une place notable. En effet, Jim O'Neill, économiste en chef de Goldman Sachs, avait jeté les bases d'une nouvelle perspective sur les pays émergents avec la publication en 2005 d'une note définissant les onze prochaines économies émergentes « *Next Eleven* » (N-11). Le concept de « *Next Eleven* » envisageait des économies diversifiées, allant des puissances industrielles établies aux émergents dynamiques d'Afrique et d'Asie. Ces pays étaient choisis sur la base de critères tels que la stabilité macroéconomique, la maturité politique, l'ouverture

commerciale, les politiques d'investissement, et la qualité du système éducatif. Les membres de ce groupe étaient le Bangladesh, la Corée du Sud, l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, le Mexique, le Nigeria, le Pakistan, les Philippines, la Turquie, et le Vietnam. Cette approche innovante visait à anticiper les prochaines économies émergentes qui pourraient jouer un rôle clé dans la scène mondiale. En parallèle, Price Waterhouse Coopers, dans son premier rapport sur « le monde en 2050 », a présenté les « E7 », un ensemble regroupant les économies émergentes les plus influentes en 2050. Ce groupe comprenait la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie (les BRIC), ainsi que l'Indonésie, le Mexique, et la Turquie. Les « E7 », en se concentrant sur les grandes économies actuelles et émergentes, offraient une perspective différente, mettant l'accent sur l'importance des acteurs majeurs dans la scène mondiale. Cette classification mettait en évidence les grandes économies qui allaient façonner l'avenir de la géopolitique économique. Price Waterhouse Coopers évoque dans son rapport « le monde en 2050 » des perspectives de croissance économique significative pour certains pays émergents tels que l'Indonésie, le Nigeria, et le Vietnam. Plus récemment, les BRICS ont décidé de s'élargir avec l'adhésion de l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, Émirats Arabes Unis, l'Éthiopie, et l'Iran au groupe à partir de janvier 2024. Il est important de noter que les critères d'adhésion aux BRICS ne sont pas nécessairement et uniquement basés sur la performance économique, ils dépendent de nombreux facteurs politiques, économiques et diplomatiques qui peuvent évoluer au fil du temps. Plus globalement, les classifications reflètent une dynamique changeante de la géopolitique économique mondiale, où de nouveaux acteurs émergent et redéfinissent l'équilibre du pouvoir. Les critères de sélection, tels que la stabilité économique, la maturité politique, l'ouverture commerciale soulignent l'évolution des priorités dans l'identification des économies émergentes. Ces concepts cherchent à prévoir non seulement la croissance économique, mais aussi l'influence géopolitique et le rôle stratégique de ces nations.

Il est observé que, ces dernières années, plusieurs pays africains ont été inclus au moins une fois dans la catégorie des pays émergents pour les décennies à venir. Parmi ceux-ci figurent le Nigéria, l'Éthiopie, l'Angola, l'Égypte, le Ghana, la Côte d'Ivoire, et le Mozambique. Cependant, il est essentiel de ne pas se limiter à cette liste, car le monde est en constante évolution, avec des changements dans les facteurs de croissance au fil du temps et des opportunités en mutation. Ainsi, tous les pays africains ont le potentiel d'émerger, pourvu qu'ils mobilisent les ressources nécessaires pour atteindre cet objectif.

## 7 Conclusion

L'objectif de cette réflexion était d'apprécier l'émergence projetée des pays africains. D'un point de vue positif, la théorie du développement explique que l'émergence passe par une croissance économique forte et durable, elle requière une bonne combinaison des facteurs de production. Pour l'heure, l'Afrique ne peut pas être considérée comme une zone émergente au sens de croissance rapide, soutenable et inclusive, mais plutôt comme une zone pré-émergente au sens de l'apparition d'indices de décollage économique. La littérature empirique met en évidence des facteurs de risque qui demeurent importants notamment les crises économiques et sanitaires, l'instabilité politique et institutionnelle, la faible mobilisation des ressources budgétaires, l'absence des ressources humaines requises pour conduire les réformes et les projets, la faible résilience face aux chocs climatiques.

D'un point de vue normatif, l'expérience des pays émergents enseigne que certains pays ont axé leur émergence sur des stratégies endogènes par la transformation de l'agriculture « traditionnelle » en un secteur industriel dynamique axé sur l'innovation et d'autres ont privilégié la diversification des exportations de marchandises. Ces expériences ont été basées sur un diagnostic véritable des potentialités de chaque pays mettant de côté le mimétisme mécanique. Ces

expériences ont été à la fois peu libérales et pas forcément démocratiques. Le rôle de l'Etat a parfois été assez déterminant que celui du privé ce qui a permis de créer les conditions d'un investissement public et privé. Les ressources humaines ont été d'une importance stratégique, ce qui nécessite que le système scolaire et universitaire soit cohérent avec le système productif. Ainsi, les pays Africains devraient s'inspirer de ces expériences tout en prenant en compte leurs propres spécificités, en veillant à une bonne synchronisation entre les stratégies politiques nationales et la configuration de l'économie mondiale. Elle doit également relever le défi du financement dans la mesure où la capacité des États africains à financer leurs programmes d'émergence est une des conditions majeures de leur réussite.

## References

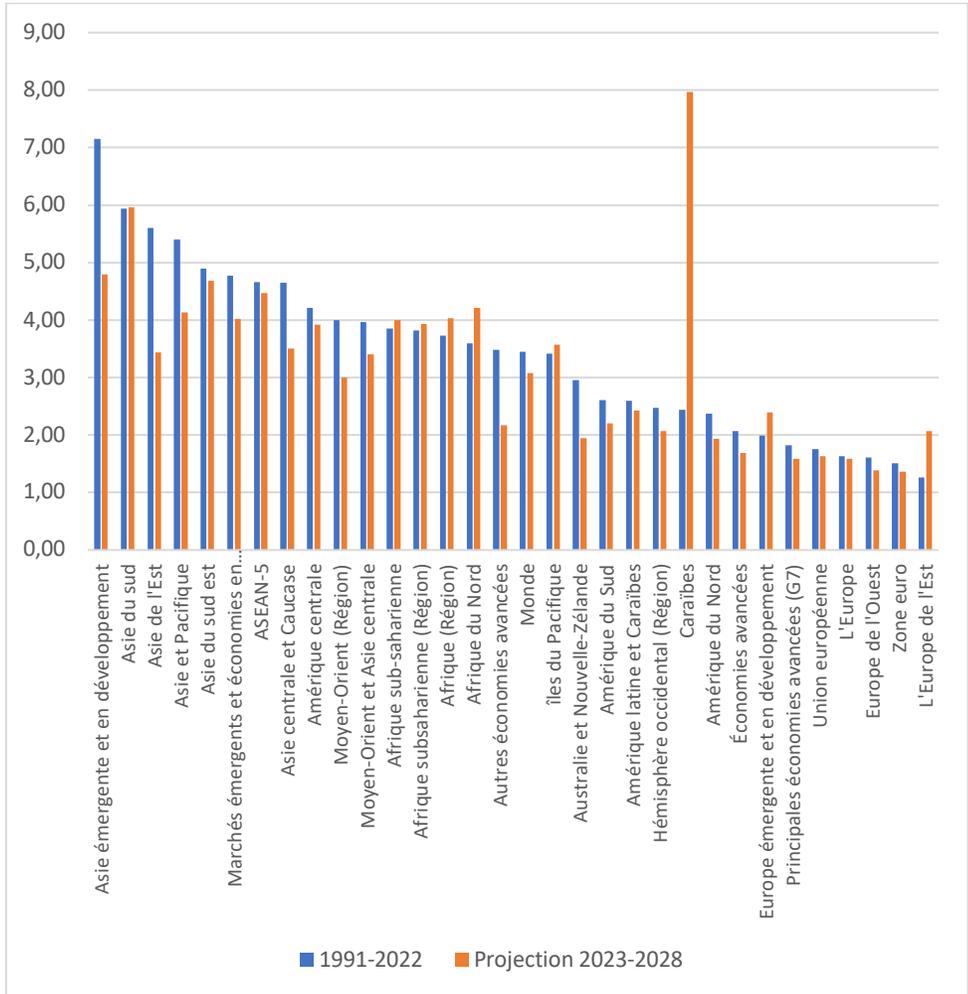
- Acemoglu, D. and Robinson, J. A. (2006). *Economic origins of dictatorship and democracy*. Cambridge University Press, Cambridge, USA.
- Acemoglu, D., and Robinson, J. A. (2012). *Why nations fail: the origins of power, prosperity, and poverty*. Crown Publishers, New York, USA.
- Alam, A. Q. (1994). "Industrialisation du Tiers-Monde et mondialisation: synthèse des essais théoriques (décennies 1950 à 1980)". *Alternatives Sud*, 1(1).
- Amin, S. (1977). "Self-Reliance and the New International Economic Order". *Monthly Review*, 29(3).
- Amin, S. (1978). "Unequal development: An essay on the social formations of peripheral capitalism". *Science and Society*, 42(2).
- Barro, R. J. (1990). "Government spending in a simple model of endogenous growth". *Journal of Political Economy*, 98(5, Part 2), S103–S125.
- Bigsten, A. and Söderbom, M. (2011). "Industrial strategies for economic recovery and long-term growth in Africa". *African Development Review*, 23(2), 161–171.
- Boyer, R (2004). *Théorie de la régulation 1. Les fondamentaux*. Paris : La Découverte

- Boyer, R. (2018.). La Théorie de la Régulation au fil du temps : Suivre l'évolution d'un paradigme au gré des transformations des capitalismes contemporains. Éditions des maisons des sciences de l'homme associées.
- Collier, P. and Gunning, J. W. (1999). "Explaining african economic performance". *Journal of Economic Literature*, 37(1),64–111.
- Daziano, L. (2014). "La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam et Mexique". *Dans Innovation Politique*, 3-27.
- Devarajan, S. and Fengler, W. (2012). Is Africa's recent economic growth sustainable ? Notes de l'Institut français des relations internationales (IFRI).
- Grossman Gene, M. and Helpman, E. (1991). Innovation and growth in the global economy. The MIT Press, Cambridge, USA.
- Koen V., Asada H., Nixon S., Rahuman M. R. H., and Arif A., Z., M. (2017). Malaysia's economic success story and challenges. OECD Economics Department Working Papers No. 1369.
- Lin, J. Y. (2009). Economic development and structural change. *The World Bank Lecture at Cairo University*.
- List, F. (1909). The National System of Political Economy. Longmans Green and Co, New York, USA.
- Lo, M. (2017). L'émergence économique des nations : définition et mesure. L'Harmattan, Dakar, Sénégal.
- Lucas Jr, R. E. (1988). "On the mechanics of economic development". *Journal of Monetary Economics*,22(1),3–42.
- Mukherji, R. (2009). "The State, Economic Growth, and Development in India". *India Review*, 8(1), 81–106.
- N'Doli T. A. (2022). Transformations structurelles de l'économie ivoirienne. Fondements, dynamiques sectorielles et perspectives. Abidjan : Harmattan.
- North, D. C. (1990). Institutions, institutional change and economic performance. Cambridge University Press, New York, USA.
- Otoo, K. N. (2013). *Politiques industrielles en Afrique de l'Ouest*. Friedrich-Ebert- Stiftung, Bureau de Cotonou.
- Piveteau, A., et Rougier, E. (2010). "Émergence, l'économie du développement interpellée. Revue de la Régulation". *Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (7).
- Ricardo, D. (1817). On the Principles of Political Economy and Taxation. John Murray Albemarle-Street, London.

- 
- Rodrik, D. (2000). "Institutions for high-quality growth: what they are and how to acquire them". *Studies in Comparative International Development*, 35,3–31.
- Rodrik, D. (2006). "Goodbye Washington consensus, hello Washington confusion? a review of the world bank's economic growth in the 1990s: learning from a decade of reform". *Journal of Economic literature*, 44(4),973–987.
- Romer, P. M. (1990). Endogenous technological change. *Journal of political Economy*, 98(5, Part 2), S71–S102.
- Rostow, W. W. (1959). "The Stages of Economic Growth". *The Economic History Review*, 12(1), 1-16.
- Rougier, E., et Piveteau, A. (2012). "Comprendre l'émergence économique : convergence sectorielle, autonomie compétitive et changement institutionnel". *Mondes en développement*, 158, 71-86.
- Sgard, J. (2008). "Qu'est-ce qu'un pays émergent ?" *Dans L'enjeu mondial*, 41-54.
- Smith, A. (1776). *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*. Feedbooks.
- Solow, R. M. (1956). "A Contribution to the Theory of Economic Growth". *The Quarterly Journal of Economics*, 70(1), 65.
- Soludo, C. and Ogbu, O. (2004). "A synthesis of major themes in the political economy of trade and industrialization in Africa". *The politics of trade and industrial policy in Africa: Forced consensus*, 1–41.
- Vergne, C., et Ausseur, A. (2015). "La croissance de l'Afrique subsaharienne : diversité des trajectoires et des processus de transformation structurelle". *MacroDev*, 1–50.
- Wallerstein, I. (1974). "Dependence in an Interdependent World: The Limited Possibilities of Transformation within the Capitalist World Economy". *African Studies Review*, 17(1), 1.
- Wallerstein, I. (1983). "The Three Instances of Hegemony in the History of the Capitalist World-Economy". *International Journal of Comparative Sociology*, 24(1-2), 100-108.
- Warren, B. (1973). "Imperialism and capitalist industrialization". *New left review*, 81(1),3– 44.
- Williamson, O. E. (2000). "The new institutional economics: taking stock, looking ahead". *Journal of Economic Literature*, 38(3),595–613.
- Zhu, X. (2012). "Understanding China's Growth: Past, Present, and Future". *The Journal of Economic Perspectives*, 26 (4), 103-124.
-

## Annexe

**Graphique A1 : Evolution du taux de croissance du PIB par groupe de pays**



Source : auteurs, à partir des données du FMI (2023)